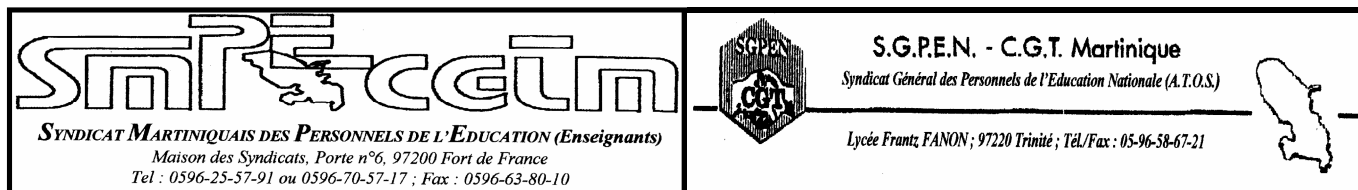


C.G.T.M. Éducation

Bulletin d'information du SMPE-CGTM et du SGPEN-CGTM



Octobre 2007

APPEL A LA GREVE DU 18 OCTOBRE 2007

Le SMPE-CGTM appelle tous les personnels de l'Éducation à participer activement à la grève du jeudi 18 octobre 2007.

Nous devons nous faire entendre et manifester contre :

- Les suppressions de postes dans l'Éducation nationale et plus généralement dans la fonction publique.

Le gouvernement actuel prévoit la suppression de plus de 22 000 postes dans la Fonction publique dont 11 000 dans l'Éducation. Un fonctionnaire sur 2 ne sera pas remplacé à son départ à la retraite. Cependant les besoins sont réels.

- La vulgarisation de l'emploi précaire.

Pour compenser l'absence de postes, le gouvernement multiplie l'emploi précaire car les besoins ne peuvent être comblés par les postes existants.

- Les atteintes au droit de grève

Le droit de grève est constitutionnel. Le gouvernement projette d'étendre sa notion de continuité du service public à l'Éducation nationale. Il prévoit de demander aux agents désirant se mettre en grève de se déclarer 48 heures à l'avance.

Nous demandons :

- l'ouverture de postes aux concours afin de combler les besoins.
- la titularisation de nos collègues contractuels, vacataires et maîtres auxiliaires.
- Le respect du droit de grève tel que constitutionnellement établi

Rendez-vous le jeudi 18 octobre 2007
à 8 heures à la maison des syndicats

LP Place d'Armes : Communiqué des personnels enseignants aux parents d'élèves. Chronique dun désert annoncé

Le lycée, un désert ? Nous ne vous parlons ni d'une bombe à retardement au chlordécone, ni du réchauffement climatique. Hélas ! Car c'est de désert humain qu'il s'agit et l'échéance est proche : au mois de janvier prochain une dizaine de postes d'encadrement adulte passent à la trappe.

Sur un établissement d'enseignement professionnel de 300 élèves, c'est énorme. Un quart de l'effectif adulte disparaît et rien, strictement rien, n'est prévu pour remplacer ces personnels, ni au rectorat, ni au ministère.

Croit-on en haut lieu que l'on puisse subitement assurer la formation de jeunes sans personnels en nombre suffisant ?

Trois postes à la vie scolaire, trois postes à l'accueil et à l'entretien, un poste au CDI, un poste à l'intendance (alors qu'un poste de secrétaire d'intendance a déjà été supprimé en juin contre l'avis unanime du conseil d'établissement).

Sans possibilité d'assurer une sécurité à minima, sans contrôle adulte suffisant, sans secrétariat administratif conséquent, sans CDI ouvert toute la journée, alors même que nous sommes déjà en état de pénurie pour le service social (à cheval sur plusieurs établissements) le lycée serait rapidement touché par un état de désertification d'adultes et nous serions dans l'incapacité d'assurer correctement nos enseignements. Dans le même temps où l'on nous programme ces disparitions d'emploi, le chômage fait

des ravages en terre ! martiniquaise. C'est inadmissible !

En temps électoraux- venus de tous bords- nous entendons de grands discours sur l'emploi...

Nous, personnels du Lycée Place d'armes nous ne faisons pas de discours mais nous entendons agir

Pour de bonnes conditions de travail pour les élèves et les personnels.

Pour le maintien des multiples projets pédagogiques et éducatifs déjà lancés mais qui ne pourront être maintenus qu'avec le maintien des postes.

Nous ne faisons pas de discours, mais nous entendons agir pour l'emploi et nous vous inviterons à vous joindre à nous à chaque action en direction du rectorat, en direction des élus, en direction du ministère

Ensemble nous pourrons obtenir satisfaction.

Personnels syndiqués, personnels non syndiqués, parents d'élèves, et lycéens, nous avons tous des intérêts communs : les conditions de travail de nos élèves, vos enfants.

Déjà une journée syndicale nationale s'annonce au mois d'Octobre. Mais sans attendre, préparons nous à agir localement. Les personnels du lycée réunis en AG le jeudi 20 septembre.

SMPE-CGTM ; SNETAA ; SNES ; SNEP

LP TRINITE: REACTION DU SMPE -CGTM

Suite à la rixe sanglante entre deux élèves du Lycée professionnel F. FANON sur le parking à Trinité, le lundi 08 octobre 2007, la section syndicale S.M.P.E-CGTM a réagi dans un communiqué. Après avoir déploré cet épisode de violence physique, inacceptable entre jeunes, elle a exigé des autorités concernées:

La réactualisation du contrat Local de Sécurité.

Les moyens et le personnel indispensables pour encadrer la population scolaire de la cité forte de 3000 adolescents.

La présence de personnels aux abords du parking, passage obligé des élèves, « lieu de tous les dangers »

La création de nouveaux métiers nécessaires à la prise en charge des jeunes qui passent de très nombreuses heures hors du foyer familial.

La relance de la politique de prévention (de proximité) des risques liés aux conduites addictives.

Elle a également invité, parents et élèves à plus de dialogue après ce drame, dans la famille comme avec l'équipe enseignante à leur écoute, pour rétablir une ambiance de travail moins conflictuelle et un climat de confiance propices aux apprentissages.

Pour « *Que les jeunes retrouvent calme et sérénité, facteurs d'épanouissement et de MEILLEURE CONSTRUCTION de la personnalité et des projets Professionnel ou personnel...* »

Haro sur Marc PULVAR

L'affaire a fait grand bruit : Marc PULVAR, ancien responsable de la CSTM, gravement malade, a été interpellé par la police au petit matin et placé en garde à vue. Motif : deux salariés auraient porté plainte contre PULVAR qui n'aurait pas répondu aux convocations de la police. Et pour cause: depuis des mois, il est quasiment domicilié à l'hôpital pour suivre un traitement. Et cela, la police le sait. Mais il s'agissait manifestement de le faire payer et de l'humilier. Une certaine presse n'a pas manqué de faire ses choux gras de cette affaire sans même

interroger le concerné. C'est que ce syndicaliste dérangeait à cause ses prises de position et de ses interventions qui ont permis à de nombreux salariés de mettre au pas des patrons récalcitrants en faisant respecter le Code du travail.

Un comité de soutien à Marc PULVAR a été mis en place afin de le défendre contre ce que ses membres qualifient de lynchage.

Le SMPE-CGTM dénonce fermement l'intervention policière dont a été victime cet homme. Profiter du fait qu'il soit physiquement diminué pour l'attaquer: voilà une manœuvre qui ne grandit pas ceux qui l'ont planifiée et exécutée.

ÉDUCATION NATIONALE

LE ROYAUME DES PROMESSES ET DES MYSTIFICATIONS

Le vendredi 12 octobre 2007, les auditeurs de Radio Caraïbe ont pu entendre les propos offusqués de la rectrice d'académie s'insurgeant contre une motion prise par les conseillers régionaux, c'est-à-dire des personnes élues par la population, et non désignées par un pouvoir politique, concernant le problème de 18 jeunes martiniquais n'ayant pu être admis à l'IUFM malgré des promesses qui leur avaient été faites.

La rectrice s'indigne du caractère politique de la démarche de l'assemblée régionale alors que, selon ses dires, elle était en bonne voie de régler la situation de ces jeunes.

Il n'y a pas bien longtemps, les hauts fonctionnaires nommés en Martinique pour exécuter la politique de la France dans notre pays, prétendaient faire la pluie et le beau temps dans nos contrées :

- Interdiction du créole à l'école
- Remplacement des maîtres auxiliaires martiniquais par des « bons français » au point que A. Césaire avait parlé de génocide par substitution
- Interdiction d'auteurs Antillais
- Interdiction de certains livres, notamment ceux ayant trait aux libertés publiques,
- Enseignements calqués sur les programmes français. Les écoliers martiniquais connaissaient mieux le parcours de la Seine, son débit, ses crues que le canal Levassor ou la Lézarde.

Il semble que la politique du gouvernement actuel est que l'on revienne à ces temps que l'on pensait révolus. Le nouveau souverain, dans son agitation permanente, donne la mesure et les fonctionnaires doivent entrer dans le moule car simplement « fonctionnaires français ». C'est ce que nous rappelle la Rectrice lors de ses interventions. Beaucoup dire et peu faire.

« *L'âme du souverain est un moule* » disait Voltaire et certains chefs d'établissement s'en accommodent parfaitement.

Aujourd'hui, les sujets d'examen sont pondus en France avec leur lot d'aberrations et on fait entrer une foule d'allogènes sur des postes qui n'existeraient pas pour les indigènes. Sans concertation avec les édilités locales, on décide de l'occupation d'un lycée, de la date de la rentrée après un cyclone, on supprime l'enseignement de

l'esclavage dans les programmes d'histoire. On pourrait trouver de nombreux autres exemples de l'absence de concertation des serviteurs du gouvernement avec les indigènes.

Qu'une assemblée régionale se soucie du problème de ces 18 jeunes, c'est tout de suite la riposte violente du pouvoir central car il faut tuer dans l'oeuf toute velléité de révolte. Pour ces personnes concernées, on fait croire que « *la situation était en cours de règlement* » de façon pacifique. Mais qui a créé cette situation ? N'est-ce point le fruit d'une politique du gouvernement français pour notre pays ?

Bien souvent, les incendiaires aident à éteindre le feu qu'ils ont allumé. Peut-on leur faire confiance ?

Pendant ce temps, nous nous laissons baigner par les eaux tièdes de la mer des Antilles, insouciantes des problèmes de nos collègues, de leurs cris, de leurs revendications telle la grenouille dans un bocal d'eau, sans voir qu'elle est portée lentement à ébullition. Bientôt ça va chauffer et il sera trop tard.

Dans les années 80 nous avons pu lever la tête, nous avons obtenu la titularisation en masse des maîtres auxiliaires. Nous avons pu faire maintenir des collègues sur des postes en Martinique. Nous devons avoir la force de mener ce combat pour notre respect et notre dignité, si nous le voulons, si nous sommes motivés

Conseil d'administration
Votez et faites voter
pour les listes CGTM

Personnels d'éducation et
d'enseignement:

SMPE-CGTM

Personnels ATOS:

SGPEN-CGTM

Il y a quarante ans, Ernest « Che » Guevara de la Serna était assassiné en Bolivie

L'assassin du Che retrouve la vue grâce ... aux médecins cubains !



La légende d'Ernesto "Che" Guevara n'est pas à une contradiction près : le soldat qui exécuta il y a 40 ans le guérillero légendaire dans le maquis bolivien vient de retrouver la vue grâce à des médecins cubains.

L'"opération miracle", ainsi que l'appellent les praticiens cubains sillonnant l'Amérique latine pour soigner gratuitement les pauvres de la cataracte, n'a jamais autant mérité son nom en Bolivie.

L'ex-sergent Mario Teran s'est fait discrètement opérer à Santa-Cruz (est), la seconde ville du pays, à quelque centaines de kilomètres du hameau de La Higuera, où le 9 octobre 1967 il acheva d'une rafale de mitraillette le "Che", prisonnier depuis la veille dans une petite salle d'école.

La nouvelle, rendue publique ce week-end par Granma, le journal officiel de La Havane, a eu l'effet d'une petite bombe dans le "centre ophtalmologique de Santa Cruz", tenu par les médecins cubains et récemment inauguré par le président bolivien Evo Morales, admirateur déclaré de Fidel Castro.

"On a été indigné quand on a appris la nouvelle à la radio. Le type ne s'est évidemment pas présenté ici en disant qu'il était l'assassin du Che", a affirmé

lundi à l'AFP Margarita Andreu, la directrice de l'établissement, où quatre médecins soignent plus de 100 personnes chaque jour.

Les affiches à l'effigie du Che ou des photos du "guérillero héroïque" aux côtés du "Lider Maximo" fleurissent sur les murs de ce cube de béton blanc, où s'entassent des dizaines de patients à lunettes noires ou l'oeil dissimulé sous une compresse.

"C'est incroyable. Il y a des gens qui n'ont pas honte. Comment a-t-il osé entrer ici", glisse Miguel Orellano, un agriculteur de 35 ans, venu se faire opérer.

"Les gens qui passent ici ne donnent pas toujours leur véritable identité, parfois ce sont des faux papiers, ce n'est pas notre problème", souligne la directrice, une femme robuste au regard soupçonneux.

Le registre de la clinique laisse d'ailleurs apparaître trois patients au nom de "Mario Teran" et les médecins ignorent même lequel est l'ancien soldat.

Toutefois, malgré sa colère, Margarita Andreu jure qu'elle aurait soigné le soldat bolivien même en sachant son identité. "C'est notre devoir, notre obligation. Et puis, le Che a déjà gagné une autre bataille", clame-t-elle.

L'article de Granma ne dit pas autre chose : "désormais à la retraite, (Teran) pourra apprécier à nouveau les couleurs du ciel et de la forêt, profiter du sourire de ses petits-enfants (...). Mais il ne sera sans doute jamais capable de faire la différence entre les idées qui l'ont conduit à assassiner un homme de sang froid et celles de cet homme".

Après l'opération, le fils de Mario Teran s'est de lui-même déplacé au journal local El Deber (Le Devoir) pour témoigner de sa reconnaissance envers les médecins cubains, dans un bref filet sans autre commentaire.

Après la mort du Che, l'ancien sergent a poursuivi sa carrière jusqu'au grade de sous-officier dans l'armée bolivienne, avant de s'évanouir dans la nature au moment de sa retraite. Il n'a jamais voulu s'exprimer publiquement.

(Source: Le Grand Soir, 2 octobre 2007)

[Pour joindre ou rejoindre le SGPEN-CGTM](#)

Administratifs, Techniciens, Ouvriers de Service
(Atos)

AGRICOLE Roméo

Cell. : 0696 07 58 51

Mail: r.agricole@ool.fr

LPO J. Zobel, 97215 Rivière-Salée

[Pour joindre ou rejoindre le SMPE-CGTM](#)

Personnel d'Éducation et d'Enseignement
(Enseignants)

JEAN-MARIE Gabriel

Cell. 0696 25 57 91

Mail: smpe.cgtm@wanadoo.fr

LPO J. Pernock 97214 Lorrain